

Le ministre chargé de la SCHL a quitté la Chambre; c'est facile à comprendre. Il devrait rougir de honte au lieu de se glorifier de ce budget comme il l'a fait l'autre jour. C'est insensé, s'il se vante de ce budget, c'est qu'il ne l'a pas lu. Il a dit aux propriétaires de maisons que ce budget longtemps attendu les aiderait à payer leur hypothèque. Comme vous vous en souviendrez, il a promis d'aider environ 100,000 personnes à renouveler leur hypothèque si elles devaient y consacrer plus de 30 p. 100 de leurs revenus. C'est seulement pour l'hypothèque, l'intérêt et les taxes; il a oublié le prix élevé du mazout et les autres frais d'entretien. Il a promis de les aider à s'en sortir et à garder leur maison. Il s'est complètement trompé. Le gouvernement a décidé de sauver les propriétaires de maisons du désastre causé par les taux d'intérêt élevés en leur imposant un désastre garanti—le plan de renouvellement des hypothèques. C'est la réincarnation de l'ancien PAAP. Nous savons à quel point il a été désastreux. Les propriétaires de maisons vont se retrouver endettés jusqu'à la fin de leurs jours.

● (1650)

Nous nous attendions que le ministre des Finances fasse un peu pâtir les banques, mais ce n'est certes pas ce qu'il a fait dans ce budget. En fait de supplice, c'en est un, mais ce n'est pas celui des banques mais des propriétaires de maisons. Les banquiers rient sous cape. Au lieu de les réduire, le gouvernement va subventionner les taux élevés d'intérêts hypothécaires. Ce n'est guère une façon de trouver des solutions. Au lieu d'exiger que les banques accordent des prêts hypothécaires à des taux raisonnables à même leurs milliards de dollars de profits—1.4 milliard de dollars pour les neuf premiers mois de l'année en cours—le gouvernement garantira le report des intérêts hypothécaires. Les prêteurs hypothécaires empocheront ainsi des milliers de dollars additionnels, mais les propriétaires seront endettés jusqu'à la fin de leurs jours.

Le programme canadien de renouvellement des hypothèques annoncé dans le budget est un programme usuraire garanti, parrainé et encouragé par le gouvernement. C'est n'est pas une solution. Ce qu'il y a de plus tragique, c'est que beaucoup de propriétaires—et je suis certaine que les députés en connaissent un bon nombre—n'ont pas le choix et sont forcés de recourir au programme de report des intérêts. Ils ne peuvent pas vendre leur maison sans y perdre considérablement parce que les prix ont chuté et que les acheteurs sont peu nombreux. Et même s'ils vendaient, où vivraient-ils ensuite? Presque partout, les logements locatifs pour les familles sont très rares et, là où il y en a, les loyers sont excessivement élevés. Les listes d'attente pour les projets coopératifs d'habitation sont très longues, mais le gouvernement n'a rien fait pour y remédier dans cet abominable budget.

Je veux vous montrer la situation désespérée dans laquelle une famille de quatre personnes dans ma circonscription de Vancouver-Est, se trouve aujourd'hui. Le revenu de la famille est d'environ \$30,000. Le père est arrivé à Vancouver-Est en 1980, en provenance de Calgary. Il est directeur d'une école locale et il avait épargné \$25,000 pour verser le paiement initial sur une maison très modeste de trois chambres à coucher. Il a financé le reste, soit \$68,000, par une hypothèque à 13 p. 100 qui lui coûte \$774 par mois. Même si ce chiffre représente un peu plus de 30 p. 100 du revenu familial brut, il parvenait à s'en tirer. Sa femme doit rester à la maison pour

Le budget—M^{me} Mitchell

s'occuper d'un très jeune enfant. Le 1^{er} novembre dernier, cette famille a été forcée de renouveler l'hypothèque au taux de 22 p. 100. Les versements mensuels ont monté en flèche, atteignant le chiffre exorbitant de \$1,248 par mois, soit plus de 50 p. 100 du revenu brut. J'aimerais que le ministre soit présent, car je crois que son hypothèque est à 14 p. 100.

Cette famille ayant investi toutes ses économies pour le versement initial, elle possède une partie de la maison et n'est donc pas admissible à la subvention offerte par le gouvernement. Pourtant, même avec un revenu de \$30,000 par année, cette famille devra réduire son budget consacré à l'alimentation, étant donné cette hausse de ses versements mensuels. Elle consacre \$320 par mois à la nourriture, et naturellement, c'est insuffisant. Elle devra probablement s'arranger pour reporter \$250 par mois de frais d'intérêt en vertu de ce régime. Ils ne toucheront pas cette somme sous forme de subvention parce qu'ils possèdent des biens sous la forme d'une partie de la maison. Il leur reste encore des versements de \$1,000 par mois, soit près de 40 p. 100 de leur revenu. Dans un an, ils ne pourront plus bénéficier du report de \$250 et devront payer le taux d'intérêt maximum. En outre, le montant reporté s'ajoutera au capital, de telle sorte que le montant total de leur dette aura augmenté au lieu de diminuer.

Le programme de report des intérêts ne résout nullement, monsieur l'Orateur, les problèmes de cette famille, et c'est hélas révélateur, selon moi. Les taux d'intérêt ne sont peut-être pas dans tous les cas aussi élevés mais la situation est le plus souvent la même. Cet homme me disait dernièrement qu'il a beau travailler davantage, il gagne de moins en moins et il songe à acheter un billet de loterie. Il se dit qu'il aura peut-être plus de chance.

J'aimerais citer un extrait d'un discours que Jack Munroe a prononcé à Vancouver dernièrement à l'occasion du Congrès régional du SITBA (IWA). Il a dit ceci:

Environ 10,000 habitants de la Colombie-Britannique qui sont membres du SITBA (auxquels il faut ajouter 8,000 conjoints et 18,000 enfants) ont perdu leur emploi à cause des taux d'intérêt vertigineux imposés par le gouvernement canadien et le gouvernement américain. Certains d'entre eux ont dû abandonner leur foyer, et tous ou presque paient chaque mois plusieurs centaines de dollars d'hypothèque ou de loyer. Prenons une hypothèque avec un capital de \$50,000—ce qui est relativement peu, compte tenu du prix de l'immobilier en Colombie-Britannique—qui a été renouvelée pour un an le 1^{er} septembre 1980. La seule augmentation des taux d'intérêt à compter de septembre de cette année représente \$3.20 du salaire horaire brut de l'emprunteur, si celui-ci a la chance de travailler à plein temps. Dans le même temps, les augmentations de salaire accordées par les conventions collectives varient de \$1.25 à \$1.90 de l'heure.

Le ministre des Finances se plaint que les augmentations de salaire soient trop élevées. C'est normal quand les travailleurs doivent faire face à de telles dépenses. Comme mon collègue le disait, ils travaillent pour les banques.

Le budget du programme de report des intérêts hypothécaires n'est cette année que de 35 millions. C'est absolument ridicule et cela ne suffira certainement pas à remédier aux problèmes des 40,000 propriétaires qui, au dire même du ministre, risquent de perdre leur foyer. Bien des gens ne pourront pas de toute façon se prévaloir du programme, même s'ils ne peuvent faire face à leurs échéances. En résumé, monsieur l'Orateur, cette mesure ne résout en rien le problème des hypothèques.

Le NPD n'est pas d'accord avec les solutions que propose le budget libéral pour régler le problème des taux d'intérêt hypothécaires. Le report des intérêts contribue à accroître le montant total de la dette des propriétaires. Tout comme dans